Zeitschrift: Schutz und Wehr : Zeitschrift der Gesamtverteidigung = revue pour les problèmes relatifs à la défense intégrale = rivista della difesa integrale

Herausgeber: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes

Band: 35 (1969)

Heft: 11-12

Artikel: Le livre de la défense civile

Autor: H.F.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-364426

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 23.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

anzuführen und zu schildern. Aus diesen unerbittlichen Tatsachen die Schlussfolgerungen gezogen und das Volk gewarnt — und der Zweck wäre mit einfachen Mitteln und auf wenige Seiten zusammengefasst erreicht worden.

Das Büchlein wäre in diesem Fall selbstredend ebenfalls auf Ablehnung gestossen. Nur hätten sich dann die Kritiker selbst entlarvt . . .

Hätte man vermehrt diese harten Tatsachen im Zivilverteidigungsbuch geschildert, wäre wohl manchem Schweizer Bürger ein etwas deutlicheres Licht aufgegangen.

Doch genug der Kritik! Der Schweizer, der das Büchlein wachen Sinnes liest, wird an manchem träfen Wort seine Freude haben, sich einiges über den totalen Krieg und die Gesamtverteidigung merken. Allerdings haben wir allen Grund, wir alle, die wir uns gegen die totale Kriegsführung zu wappnen haben, die praktischen Lehren aus dem Wirbel um das Zivilschutzbuch zu ziehen. Auch das ist ein Stück geistige Landesverteidigung! H. F.

Pour ou contre:

Le livre de la défense civile

(Lors d'une de ses dernières assemblées générales, la Société suisse des officiers territoriaux avait invité le Conseil fédéral dans une résolution à hâter la publication du livre de la protection civile dont par ailleurs chacun ignorait le contenu. A l'occasion de sa récente séance, le comité central de la SSOT a procédé à un échange de vues au sujet des «mouvements divers» suscités dans le public par le livret de la défense civile. Les considérations ci-dessous ont été écrites à la suite de cette réunion de comité, mais elles reflètent la seule opinion personnelle de son auteur.)

Critiques exagérées

D'emblée, de violentes critiques se sont élevées notamment dans certains journaux contre le livret de la défense civile, envoyé dans chaque ménage et accompagné d'une lettre de M. von Moos, président de la Confédération. Jamais encore, un opuscule officiel n'a rencontré tant de hargneuse désapprobation par certains critiques. Le but, louable en soi, d'attirer l'attention sur certaines imperfections a été largement dépassé, et les exagérations des critiques sont telles que la valeur même des réserves faites s'en trouve fortement diminuée.

C'est fort dommage, car dans un régime démocratique, la vigilance de la presse est indispensable. Quand elle tourne au dénigrement, elle perd sa valeur intrinsèque et devient contestable. Il est vrai de dire que la critique se vend actuellement très bien parce qu'un certain public en est fort friand. Mais c'est un effet de courte durée...

A prendre et à laisser

Il y a dans l'opuscule sur la défense civile d'excellentes pages et de fort judicieux conseils pour la conduite à tenir en cas de catastrophe. Cela, il sied de le reconnaître. On aurait aimé peut-être plus de rigueur et un ordre plus systématique, surtout dans les parties techniques, mais ceci n'enlève rien aux mérites par exemples de toute la partie «protection civile».

En revanche, il faut bien reconnaître que les chapitres qui traitent de la guerre psychologique sont, dans l'ensemble mal conçus et peu convaincants, avec trop de réminiscences de la dernière guerre, alors que nous vivons en 1970. La manière «science-fiction» imaginée par les auteurs nous rappelle certains scénarios de mémorables exercices d'état-majors territoriaux. Là, elles avaient une valeur didactique certaine. Dans le petit opuscule rouge et blanc en revanche, elles ne font qu'irriter trop facilement M. Toulemonde. On aurait voulu que l'image qu'on nous donne de cette guerre des nerfs qui tourne à la guerre révolutionnaire, plaque beaucoup mieux sur l'actualité immédiate qui nous fournit tant d'éléments de réflexion et de comparaison.

Donnez-nous des faits?

On aurait voulu dire aux auteurs de rester près de la réalité et de nous donner des faits patents, contrôlables et immédiatement accessibles au lieu de cette affabulation peu convaincante, trop anodine et naïve qui nous livre une image bien trop pâle du contentieux subversif avec lequel un pays en guerre aurait à compter.

Il aurait suffi que l'on rappelât dans l'opuscule quelques faits précis sur ce qui s'est passé chez nous et ailleurs au cours des derniers lustres, les nombreux procès d'espionnage, le travail clandestin d'agents de l'est et de l'ouest, introduits chez nous par des subterfuges dignes d'un James Bond, mais beaucoup plus réels que celui-ci! Que l'on nous fournisse des exemples-types choisis dans la masse énorme de matériel de propagande surtout communiste en provenance non seulement d'Albanie, mais de France, de Belgique, d'Italie, d'Alger, et confisqué à nos frontières. Qu'on mette un peu à nu, par des exemples vécus, le travail de sape fait par certains groupuscules qui tirent leur savoir d'un petit livre rouge tout autre que celui de la défense civile!

Puis, ayant cité des faits authentiques et vérifiables, qu'on en tire les conclusions pour notre pays et pour notre population. Cela aurait fait deux à trois douzaines de pages au maximum, contenant un enseignement calqué sur la réalité palpable et facilement compréhensible pour chacun. Voilà l'alternative à laquelle aucun des censeurs outrés n'a pensé, et c'est fort dommage.

Evidemment, les critiques n'auraient pas manqué non plus à une telle relation des faits. Mais les critiques se seraient ainsi démasquées et n'auraient

point trouvé cette large audience auprès d'une opinion publique pas si sotte qu'on veut bien le prétendre, et parfaitement capable de faire la part des choses et des querelles de clochers ou de chapelles!

Pour conclure

Le petit bouquin de la défense et la vague de discussion qu'il a suscitée n'a pas que des aspects négatifs, comme le prétendent à tort ses détracteurs. Certaines parties sont parfaitement valables, si on les lit sans parti-pris. La discussion autour des aspects de la guerre psychologique, bien que partant de prémisses faussées par les débordements de certaines critiques, aura permis à beaucoup de citoyens et de citoyennes de réfléchir. La discussion aura aussi démontré aux responsables combien est difficile l'art d'écrire pour tout un chacun, et encore sur des sujets aussi délicats que la conduite à tenir face à l'agression psychologique.

Il conviendra de dégager les enseignements à tirer des péripéties suscitées par le livre de la défense civile, dans le cadre plus vaste de la défense globale.

H. F.

Die Territorialreform vor dem Parlament

Von der Trennung der Mobilmachung vom Territorialwesen

(Unsere letzte Nummer lag im Druck, als das amtliche Bulletin der eidgenössischen Räte erschien. Trotz der Verspätung dürften die untenstehenden Auszüge aus der Debatte zum besseren Verständnis der auf den 1.1.1970 in Kraft tretenden Beschlüsse beitragen. Namentlich beleuchten sie die neue Lage in bezug auf die nun feststehende Trennung zwischen der Mobilmachungsorganisation und der Territorialorganisation, zeigen aber auch die noch weitreichende Ungewissheit über das auch künftig notwendige Zusammenspiel der «getrennten Brüder» der Mobilmachung und des Territorialwesens.)

Der Kommissionsberichterstatter

Nationalrat Bringolf (soz., SH) führte kurz aus: «Dann ist eine Trennung des Territorialdienstes, seiner Aufgaben und der Mobilmachungsorganisationen eindeutig vorgesehen. Statt wie bisher rund sechzig Mobilmachungsplätze werden es künftig höchstens fünfzig, vielleicht sogar nur noch vierzig sein. Die Stäbe dieser Mobilmachungsplätze werden im Rahmen der Armeeinteilung aus der Kommandohierarchie der Territorialorganisationen ausgeschieden und einen Teil der Armeetruppen bilden.»

Nationalrat Meyer (freis., LU):

Der Luzerner Stadtpräsident rückte das Anliegen der Zusammenarbeit Ter Mob deutlich in den Vordergrund: «Es geht mir vor allem darum, jenen Punkt zu betonen, der in der Neuorganisation des Territorialdienstes schon im Ständerat zu reden gab und der auch viele unserer Mitbürger ausserhalb dieses Hauses in der Vorbereitung dieser Botschaft beschäftigt hat, nämlich die Trennung der Mobilmachungsorgane vom eigentlichen Territorialdienst. Hier war im Ständerat die Frage umstritten, wie die sinnvolle und zweckmässige Verwendung der Mobilmachungsorgane nach vollzogener Mobilmachung und damit die Ausnützung der bisher gut eingespielten Organisation möglich wäre. Die nationalrätliche Kommission hat sich an ihrer Sitzung vom 18. August 1969 — wie bereits die Berichterstatter ausführten — auch mit dieser Frage eingehend befasst, und es wurde damals aus unserer Kommission darauf aufmerksam gemacht, dass diese sinnvolle Verwendung der Mobilmachungsfunktionäre unter allen Umständen berücksichtigt werden muss. An sich hat sich die Kommission und auch unsere Fraktion mit der Trennung von Mobilmachungsorganen und Territorialorganen einverstanden erklärt. Aber es waren die Umschreibungen der Aufgaben der beiden Organe, wie sie in der Botschaft ebenfalls skizziert sind, noch zu detaillieren.

An der Sitzung Ihrer Kommission hat sowohl der Herr Departementschef wie der Herr Generalstabschef, gestützt auf die beiden möglichen Einsatzfälle des Krieges oder des Neutralitätsschutzes nach der Mobilmachung, unserer Meinung entsprechend völlig erschöpfende Auskunft gegeben. Es wurde insbesondere betont, dass beim Neutralitätsschutz die Mobilmachungsstäbe nur auf Pikett entlassen werden, da sie ja schliesslich für die Demobilmachung oder Remobilmachung wieder bereit sein müssen. Nur für den Kriegsfall sind die Mobilmachungsstäbe für die Erfüllung von territorialdienstlichen Aufgaben vorgesehen. Diese Zusammenarbeit — sagten der Departementschef und der Generalstabschef — soll mit dem neuen Territorialdienst dann in periodischen Uebungen geschult werden. Anderseits ist im Zustand der bewaffneten Neutralität alles, was in den Mobilmachungsstäben Dienst leistet, dem Armeekommando unterstellt, und diese Mobilmachungsstäbe werden in diesem Fall auch bestimmte Aufgaben durch die Kommandanten der Ter-Zonen zugewiesen erhalten. Bei Beginn von Kampfhandlungen in unserem Land wird das Armeekommando die bestehenden Zuweisungen in eine Unterstellung umwandeln, und nur im Kriegsfall wird also der Ter-Dienst für die Organe der Mobilmachungsplätze über diese Organe verfügen, da sie ihm dann unterstellt sind. Ich glaube, dass mit diesen Feststellungen, die auch in der Kommission seitens des Departementschefs und des Generalstabschefs als richtig bezeichnet worden sind, alle Unklarheiten beseitigt sind, wie sie noch in der Vorbereitungsphase dieser Botschaft in Erscheinung traten, und deshalb hat die Gesellschaft der Offiziere, der Platzkommandanten auch dieser Lösung zugestimmt.»